

DÉFIS POUR L'ORGANISATION POPULAIRE DANS LE MONDE ENTIER



João PEDRO STEDILE *

Lors de divers échanges et réflexions entre nos mouvements, en analysant l'époque actuelle, nous sommes tombés d'accord sur le fait que nous assistons au déclin du capitalisme industriel – et des structures sociales qui en ont découlé –, devant l'hégémonie du capital financier et spéculatif, sur fond de crise structurelle financière, mais aux répercussions plus vastes puisqu'il s'agit d'un phénomène systémique¹.

Parallèlement à cette transformation, le capital, national et international, passe à l'offensive, cherchant par tous les moyens à s'appropriier toutes les richesses de la nature (biodiversité, terres, eau, oxygène, etc.), principalement par le biais de l'industrie minière, des centrales hydroélectriques et nucléaires, qui provoquent de graves dégâts tels que la destruction des écorégions, le changement climatique, les expulsions, etc.; et qui affectent également de façon directe la souveraineté des pays et des peuples.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit la crise climatique caractérisée par les sécheresses, inondations, ouragans, incendies, pénurie d'eau et une myriade de problèmes qui détériorent les conditions de vie sur la planète, dont les premières victimes sont les

* MEMBRE DE LA COORDINATION NATIONALE DU MST ET DE LA VIA CAMPESINA BRÉSIL. MEMBRE DU CONSEIL DE L'ALAI.

¹ Ce texte est issu de la revue *Revista América Latina en Movimiento*, n° 500, décembre 2014, sur le thème de « América Latina : Cuestiones de fondo » - <<http://alainet.org/publica/500.phtml>>.

populations les plus pauvres, soit près de 3 milliards de personnes dans le monde. Et simultanément se greffe la crise de l'énergie sur laquelle le modèle énergétique basé sur les combustibles fossiles s'est pratiquement effondré.

De plus, nous assistons à une crise alimentaire, car les sources de nourriture, bases de la vie et de la reproduction humaines, ont été commercialisées, standardisées et monopolisées par seulement cinquante firmes transnationales dans le monde. Il en résulte que quelque 900 000 millions de personnes souffrent de la faim et que la sécurité alimentaire de tous les peuples se trouve menacée.

Dans le même ordre d'idées, nous sommes confrontés à la fois à l'augmentation de l'insécurité de l'emploi et au recul des droits des travailleurs. Tant et si bien que presque partout, le chômage augmente chaque année, surtout parmi les jeunes où il atteint les 50 % dans certains pays.

Globalement, il s'agit d'une dynamique marquée par une concentration croissante de la propriété, des terres, richesses, villes, moyens de communication et instruments politiques, aux mains d'une minorité de capitalistes, qui ne dépasse pas 1 % de la population mondiale : 737 compagnies, 80 % du secteur financier et 147 firmes transnationales. Alors que 70 % de la population mondiale détient seulement 2,9 % des richesses.

De plus, n'oublions pas que les États-Unis d'Amérique et leurs alliés du G8, par le biais de l'*Organisation mondiale du commerce* contrôlent l'économie mondiale grâce au pouvoir du dollar, des accords de libre-échange (TLC's). Ne perdons pas non plus de vue, qu'entre la machine de guerre et la maîtrise des médias, ils imposent leurs intérêts à l'humanité.

Et dans la mesure où, au niveau mondial, la puissance du monde de l'entreprise impose sa domination sur l'économie et les gouvernements, ceux-ci peuvent même se réunir simplement pour ne rien décider, on note une dégradation flagrante de la démocratie et des formes de représentation, étant donné qu'elles ont cessé de répondre aux intérêts des citoyens. Ce processus est tout à fait évident dans les organismes internationaux, comme dans la plupart des pays où, bien que le système d'élections reste en place, le peuple n'a aucun droit de participation directe au pouvoir politique. En règle générale, les pouvoirs publics n'accordent pas la priorité aux besoins des plus pauvres, ou alors appliquent des politiques compensatoires qui ne résolvent pas le problème de fond.

Par ailleurs, les guerres en cours sont stupides et inacceptables, en ce sens qu'elles se traduisent par la perte de millions de vies innocentes, dans le seul but de protéger les intérêts économiques, énergétiques, géopolitiques des pays impérialistes, qui, très souvent utilisent de faux prétextes ethniques, religieux ou de « lutte anti-terroriste ».

Ce scénario est sous le contrôle monopolistique des médias, non seulement par appât du gain, mais pour exercer une domination idéologique sur les masses populaires. C'est par ce moyen que l'on prône et amplifie une culture mercantilisée, qui défend les fausses valeurs de la surconsommation, de l'égoïsme et de l'individualisme.

Et il est intéressant de remarquer que les secteurs universitaires et scientifiques ont été manipulés et utilisés à seules fins d'augmenter la productivité et les bénéfices du capital, sans tenir compte des besoins des peuples.

La nécessité de nous structurer

Pour faire face à cette réalité, nous devons reconnaître en premier lieu que nous nous trouvons devant une crise de projet alternatif, ce qui rend difficile la mise en œuvre de processus d'unité et de programmes propres à modifier l'équilibre des forces. C'est un fait, malheureusement, les organisations populaires manquent encore de poids et rencontrent de nombreuses difficultés pour mener leurs actions, car nous vivons une période historique de reflux des mouvements de masse.

De façon générale, les luttes sociales en sont encore à la phase de « protestation » et non à la structuration d'un projet de société englobant les travailleurs et les mouvements sociaux en s'appuyant sur la solidarité, l'égalité et tout particulièrement la justice, point essentiel s'il en est, car sans elle point de futur.

À cet égard, nous tenons à évoquer le *Rassemblement mondial des mouvements populaires* (EMMP), qui s'est tenu à Rome et au Vatican (27-29 octobre 2014), sous l'égide du pape François [« *Este encuentro de Movimientos Populares es un gran signo* » – Papa Francisco [2014-10-28], en termes d'expérience positive, qui a mis en évidence, une fois de plus, les impératifs d'organisation et de cohésion pour travailler à l'unité des travailleurs du monde entier, en toute autonomie vis-à-vis des États-gouvernements, partis politiques, religion et institutions analogues, sans pour autant rompre les relations ou interrompre le dialogue.

Pour les mêmes raisons, nous sommes convenus de continuer à rassembler les secteurs les plus importants et diversifiés qui revendiquent les droits à la terre et à la souveraineté alimentaire, les droits au logement et les droits civiques en contexte urbain, les droits du travail, la fin des guerres génocides et le droit à la souveraineté des peuples, les droits de la nature et de l'environnement.

Cela devrait nous amener, par voie de conséquence, à affiner un programme qui tienne compte de la conclusion de l'EMMP : « la cause de tous les maux sociaux et environnementaux doit être recherchée dans la nature injuste et dégradante du système capitaliste qui place le profit au-dessus de l'être humain. L'énorme pouvoir des firmes transnationales qui prétendent tout absorber et privatiser – marchandises, services, pensée – est le premier instrumentiste de cette destruction » [« *Declaración final Encuentro Mundial Movimientos Populares* » – 2014-10-29].

En ce sens, le défi passe par l'élaboration d'un projet alternatif au capitalisme qui regroupe les forces des différents secteurs sociaux à l'échelle mondiale. Cela implique, bien sûr, une théorisation capable d'appréhender la réalité existante en lien avec les luttes sociales, car ce sont elles qui bâtissent et modifient l'équilibre du pouvoir dans la société et l'organicité entre les défenseurs du peuple.

Selon nous, cela renvoie à l'importance du travail de base et de la formation comme processus permanents, où se conjugue la relation pratique-théorique-pratique, qui se nourrissent mutuellement. Par conséquent, il ne peut y avoir de place pour l'activisme s'il ne reflète pas nos actes ni de théorie éloignée des luttes et pratiques quotidiennes. Après tout, les changements que nous désirons ne dépendent pas de nous autres, individus, mais de notre capacité en tant que classe ouvrière à nous organiser, nous battre et nous faire entendre. C'est pourquoi nous prenons l'engagement de créer des écoles de formation politique afin d'élever le niveau de sensibilisation de nos bases.

Un autre axe fondamental pour nos organisations et la coordination internationale vient du défi que nous devons relever face au pouvoir médiatique devenu médiateur des pouvoirs en place, devant l'érosion des partis politiques, et donc en soutien à l'idéologie de nos sociétés gouvernées par les idées des pouvoirs hégémoniques.

C'est-à-dire que nous nous heurtons à un pouvoir médiatique très centralisé, tant au niveau mondial qu'à l'échelle nationale, qui

DÉFIS POUR L'ORGANISATION POPULAIRE DANS LE MONDE ENTIER

tente de contrôler les idées, les désirs et l'opinion publique, ce qui en fait un instrument virtuel de répression idéologique contre toute lutte sociale. C'est pourquoi dans notre combat pour une vraie démocratie, où le peuple puisse réellement présider à sa propre destinée, nous exigeons, en premier lieu, la démocratisation des médias.

Dans cette optique il nous incombe donc de favoriser et soutenir nos propres médias et de les connecter en réseau, tout en rejoignant les médias alternatifs et populaires et la lutte pour la démocratisation de la communication afin de contrer l'hégémonie médiatique et culturelle.

Traduit de l'espagnol pour
El Correo par Florence Olier-Robine

